

*l'Anti*capitaliste

n°233 | 13 mars 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



LANÇONS LA MOBILISATION contre le « Pacte d'austérité » !

Dossier
*Des listes
anticapitalistes
aux municipales*
Pages 6 et 7



ÉDITO
Droit des peuples, imposture
et révolution Page 2

PREMIER PLAN
Riposte: le 12 avril en marche
Page 3

ACTU SOCIALE
AIDES: mauvaise direction!
Page 8

LIBRE EXPRESSION
Russie: «un système géré
par en haut» Page 12



M 04249 - 233 - F: 1,20 €



Par YVAN LEMAITRE

Droit des peuples, imposture et révolution

Les nations dominantes ont la vieille habitude de justifier leur mainmise sur les territoires qu'elles convoient en invoquant les droits des peuples. « Dans pas mal d'endroits du globe, le droit des peuples à l'autodétermination a été reconnu par les Nations unies », déclarait Vladimir Poutine le 4 mars pour justifier sa décision de rattacher la Crimée à la Russie. Le Parlement de Crimée, qui obéit à sa volonté, a annoncé un référendum sur la question le 16 mars. La Russie prend argument de la chute de son homme de main pour récuser ses engagements à respecter la souveraineté de l'Ukraine et annexer la Crimée, qui est, depuis sa conquête par les Tsars contre les Tatars et la Turquie, la base navale militaire de la Russie au sud. En Ukraine, le nouveau gouvernement qui s'est imposé à la tête de la révolte populaire pour mieux la canaliser derrière les forces réactionnaires, en appelle à l'Union européenne, aux USA et à l'Otan pour faire cesser « l'agression russe » et dénonce un référendum « illégal ». Il organise la ferveur nationaliste contre la Russie. Les forces réactionnaires qui veulent imposer leur propre pouvoir en Ukraine ou en Crimée se font les agents des grandes puissances pour tenter de tirer parti de leurs rivalités et luttes d'influence. Ces manœuvres politiques, diplomatiques et militaires n'ont pas grand chose à voir avec le droit des peuples à l'autodétermination. L'issue du référendum du 16 mars ne fait guère de doute mais quelle étrange démocratie que celle imposée par les chars de la vieille puissance coloniale... L'indignation des puissances occidentales ne vaut pas mieux, elles veulent capter la haine de l'opresseur russe à leur profit. À travers ce sinistre ballet qui se joue des peuples, il y a un espoir, que les classes populaires se politisent pour leur propre compte, défendent leur propre droit comme elles ont su se mobiliser pour renverser le dictateur lanoukovitch. L'espoir que, à travers l'agitation provoquée par les luttes et les rivalités de ceux d'en haut, la classe ouvrière d'Ukraine trouve les moyens de se mobiliser et se battre pour les droits sociaux et démocratiques. C'est au fond ce qu'Obama, Poutine et leurs amis craignent le plus...

BIEN DIT

La Poste transforme les facteurs en militants du Front national.

SUD POSTE PARIS le lundi 10 mars. Sur la quarantaine de facteurs qui travaillaient ce jour-là sur le 7^e arrondissement, au moins une douzaine ont refusé de distribuer un tract du Front national avec un lot de publicités non mis sous pli. Leur direction leur en avait donné l'ordre sous peine de sanction.

À la Une

Le 18 mars, lançons la mobilisation contre le « Pacte d'austérité » !

Virage, accélération, tournant ? Le débat sur la politique de Hollande et du gouvernement Ayrault est clos : il s'agit d'une sortie de la route de gauche, une embardée sans retour dans les ornières fréquentées par la droite, les libéraux et le Medef.

La trajectoire était bien annoncée depuis le début du quinquennat avec le Pacte de compétitivité de Gallois : « Les circonstances de la Deuxième Guerre mondiale et de la Libération, avaient permis d'élaborer en 1946 un pacte qui a permis les "Trente glorieuses". Chacun sent aujourd'hui que ce pacte négocié il y a 60 ans est à bout de souffle, qu'il ne fonctionne plus et qu'il "fossilise" le dialogue social. Il faut en bâtir un nouveau. Trois concertations ou négociations majeures sont menées simultanément. La concertation sur le financement de la protection sociale, la négociation sur les Institutions représentatives des personnels (IRP), celle, enfin, sur la sécurisation de l'emploi. Ces trois processus constituent un ensemble d'où peut justement émerger ce nouveau pacte. »

Il s'agissait d'un cynique plagiat du credo affiché par le n°2 du Medef en 2004, Denis Kessler : « La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. (...) Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! » La seule nouveauté réside dans le fait que la mise en œuvre de ces attaques est l'œuvre d'un gouvernement de « gauche ».

Un OVNI juridique inacceptable

La principale disposition du Pacte de responsabilité annoncé en janvier était la suppression complète des cotisations des entreprises à la branche famille de la Sécurité sociale, soit 30 milliards d'euros, avec l'ouverture d'une négociation



sur « des contreparties claires, précises, mesurables, vérifiables (...) des emplois prioritairement pour les jeunes et les seniors ».

La nouvelle journée de négociation du mercredi 5 mars fut une sinistre farce. Les directions des confédérations CFDT, CFTC, CGC ont signé avec le Medef un « relevé de conclusions » qui prévoit « d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions signé, ou des négociations en vue d'aboutir à un accord, précisant des objectifs quantitatifs et qualitatifs en termes d'emploi »... Gattaz avait bien prévenu, il n'y a pas de contreparties ! Les modalités seront présentées fin mars et le débat au Parlement aura lieu fin juin. Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), premier cadeau de 20 milliards d'euros

aux entreprises, serait maintenu. La baisse de 50 milliards en trois ans de la dépense publique est aussi maintenue. Les exonérations de la part patronale des cotisations sociales, pour un montant de 10 milliards d'euros, s'ajouteraient au CICE et concerneraient la quasi-totalité des cotisations de Sécurité sociale : étendues dès 2015 aux salaires entre 1,75 Smic (2530 euros) et 2,1 Smic (3030 euros), les employeurs n'auraient plus à verser la part patronale pour l'énorme majorité des salariéEs, jusqu'à 90 % d'entre eux, entraînant à terme un assèchement total des cotisations sociales.

Se mobiliser pour gagner

Si l'ampleur des attaques fixe le niveau de la riposte à construire,

il faut aussi tirer les leçons des mobilisations sur les retraites, où les journées d'action successives et éclatées dans le temps n'ont pas été efficaces, et la bataille perdue. Le fait que les attaques soient portées par un gouvernement dit de gauche, avec le soutien d'une partie des directions syndicales, constitue une difficulté supplémentaire.

Cette mobilisation devra s'appuyer sur l'ensemble du mouvement social, syndical, associatif, politique, sur celles et ceux qui refusent toute la logique du Pacte de responsabilité et sont décidés à s'engager dans cet affrontement avec le patronat et un gouvernement. Seul le blocage de l'activité économique pourra faire reculer le pouvoir et les possédants, et nous devons nous fixer comme objectif la grève générale.

À l'appel de CGT, FO, FSU et Solidaires, la mobilisation du 18 mars constitue une première étape importante, même si l'appel maintient pas clairement au retrait du Pacte et au refus de toute négociation. La construction de la journée de « révolte de gauche » du 12 avril doit s'ancrer dans cette journée, et être la prochaine étape d'une confrontation avec ce gouvernement qui n'obéit qu'à la droite et au Medef tout en renforçant l'extrême droite.

Il faut tout mettre en œuvre pour que, le 18 mars, les débrayages, les grèves, soient nombreux, les cortèges massifs et combatifs, pour que cette journée soit le point de départ d'un élargissement de la mobilisation.

Robert Pelletier

UKRAINE

«Soulèvement démocratique», «putsch fasciste» ?



Pour les grandes puissances occidentales, la mobilisation Maidan aurait exprimé un soutien enthousiaste et démocratique à l'enjeu immédiat, l'entente d'association avec l'UE. Or, au-delà des hésitations des oligarques, les sondages indiquaient un peuple divisé. La démarche démocratique aurait donc été de demander un référendum. Ce qui s'exprimait dans la rue s'est rapidement éloigné de cet enjeu. Or l'actuel gouvernement s'empare de la mobilisation populaire pour faire passer les accords avec l'UE.

En réalité, la grande majorité des manifestants était révoltée par la corruption omniprésente et mue par le désir de soumettre le gouvernement au contrôle populaire.

Un peuple sans solution
Ce genre de mobilisation

est caractéristique de notre période : un peuple atomisé qui exprime un ras-le-bol et se mobilise sans programme clair. Les fruits de la mobilisation sont alors récoltés par des forces organisées qui surfent sur la colère populaire pour leur propre agenda politique, sans véritable mandat sur leur

Un monde à changer

L'EAU EST UN DROIT POUR TOUS. Jeudi 6 mars, Marc Fazio, employé de Veolia poursuivait son ex-employeur aux prud'hommes. Après 20 ans d'ancienneté, il a en effet été licencié pour avoir refusé de couper systématiquement l'eau aux usagers ayant accumulé des impayés. Il tenait ce poste depuis 8 ans mais n'arrivait pas à s'y faire et il avait enchaîné plusieurs arrêts maladie. Plutôt que de couper, il discutait avec les clients dans la détresse: il leur laissait un délai ou les poussaient à négocier avec la compagnie, il leur signalait aussi l'aide possible que pouvaient leur apporter les municipalités. Mais sa responsable d'alors insiste sur le fait que ce n'était pas son rôle de négocier. Un argument qui montre, selon une déclaration de M. Fazio citée dans *le Monde*, qu'*«on ne nous demande surtout pas de réfléchir, même face à un petit vieux à qui on devrait couper l'eau pour une facture de 10 euros»*. Couper l'eau, le gaz ou l'électricité est scandaleux. Pour ce qui est de l'eau, mercredi 5 mars, le gouvernement a annoncé le lancement d'une expérimentation pour un tarif social de l'eau. Le dispositif prévu par une loi

d'avril 2013 permet aux collectivités locales d'instaurer pendant cinq ans des aides sociales au paiement de la facture d'eau ainsi qu'une tarification progressive selon les revenus ou le nombre de personnes composant le foyer. Ce dispositif ne résout en rien le problème de fond, il met les ménages en position d'assistés devant quémander des aides à des services administratifs suspicieux. De même que l'énergie, l'eau est un droit: chaque ménage devrait disposer d'un contingent, gratuit et sans coupure possible, modulé selon la composition du foyer pour ses besoins domestiques. Les quantités supplémentaires feraient l'objet d'un prix progressif. Dans certaines localités, c'est l'inverse qui se passe: ainsi à Chambéry-métropole (géré par la gauche), dénoncent nos camarades du NPA local, un foyer qui n'utilise que 30 m³ par an paiera en 2014 le m³ d'eau au prix de 4,14 euros. En revanche, un ménage qui dispose d'une piscine privée et dont la consommation se monte à 200 m³ par an, paiera en 2014 le m³ d'eau au prix de 3,61 euros...

RIPOSTE **Le 12 avril en marche**

S'il fallait un indice supplémentaire du besoin d'une riposte de la gauche sociale et politique face aux attaques portées par le Medef et par le gouvernement et par la mobilisation des forces réactionnaires et fascistes qui ont occupé la rue, la première réunion unitaire pour discuter de la proposition d'une marche le 12 avril en a apporté la démonstration.

Pas moins de 42 organisations politiques, syndicales et associatives se sont retrouvées pour donner leur sentiment sur cette initiative. Si toutes n'étaient pas mandatées pour s'engager immédiatement ou s'interrogeaient sur les conditions de convocation à cette réunion par les partis du Front de gauche, la plupart des organisations présentes partageaient le constat que la situation appelle une mobilisation de grande ampleur. C'est donc sur la base de ce constat que fut décidé de mettre en place un collectif d'animation chargé de travailler sur un projet d'appel et sur l'organisation technique d'une manifestation nationale le samedi 12 avril. Mais pour qu'une telle initiative soit une réussite, il faut dès maintenant créer les conditions d'une véritable mobilisation de masse. Les bases en sont claires: en opposition à la politique du gouvernement qui met en application les revendications du Medef, contre la droite et contre l'extrême droite qui tente de récupérer à son profit



Le 5 mai 2013 à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

le mécontentement populaire pour le dévoyer au service d'un projet raciste, homophobe et inégalitaire qui constitue un grave danger pour les classes populaires.

Construire des collectifs militants
Cela suppose qu'un maximum d'organisations du mouvement

social s'impliquent et donc se trouvent représentées à égalité dans l'organisation et la définition de son contenu politique et revendicatif; que ce mouvement fédère les luttes contre les licenciements et l'inégalité sociale, contre la casse de la protection sociale par le Pacte de responsabilité,

pour le logement, contre tous les racismes et pour la régularisation des sans-papiers, contre toutes les discriminations, pour les droits des femmes, contre le productivisme... Qu'il soit porteur, à sa manière, d'une perspective de transformation sociale. Cela suppose aussi que dans les localités et dans les entreprises, les équipes militantes qui luttent contre les effets quotidiens des politiques patronales et gouvernementales, les militantEs politiques, syndicaux et associatifs se rencontrent pour préparer ensemble la marche et construire non seulement les bases d'une participation massive le 12 avril à Paris mais aussi celles d'une action contre l'austérité et les discriminations qui ne soient pas sans lendemain. Malgré les élections municipales qui occupent de nombreuses énergies, de premiers contacts locaux ont lieu. Ce mouvement va s'amplifier dans les prochaines semaines. Les militantEs du NPA vont y contribuer de toutes leurs forces.

Côme Pierron

programme. La cause profonde d'une telle situation est l'absence d'une gauche influente – ce qui reflète la faiblesse actuelle de la classe ouvrière, même si la majorité des manifestants étaient sans doute des salariés à revenu modeste. Car le vrai problème n'était pas Ianoukovitch, dont le gouvernement ne se distinguait guère des précédents, mais un système dominé par des oligarques qui instrumentalisent les divisions linguistiques et culturelles pour avancer leurs propres intérêts aux dépens des classes populaires. De ce point de vue, la «révolution» n'a rien changé. Les masses révoltées étaient incapables de pénétrer à la vraie source du mal et encore moins d'envisager une véritable solution, la socialisation des principaux leviers

économiques. Elles voyaient dans le traité d'association à l'UE une solution magique à la corruption et une garantie des normes démocratiques. Cette situation explique le rôle joué par les éléments fascistes, qui rejetaient tout compromis avec le pouvoir contesté et s'insurgeaient contre le «système», revendiquant «une révolution nationale». Leur intransigeance plaisait aux autres manifestants, conscients des fruits amers de la dernière «révolution» (la corruption des leaders libéraux de la dite «révolution orange» de 2004), mais ignorants des vrais buts de ceux qui prenaient la tête de la «révolution nationale» en cours.

Des fascistes au pouvoir
Un fait bien réel est que l'un des trois partis de l'opposition,

Svoboda, avant son lifting de 2005, s'appelait «Social-national» et affichait le wolf-sangel, symbole d'unités SS. Suite aux élections de 2012 où Svoboda a obtenu 12%, le Parlement européen, dénonçant le caractère raciste et xénophobe de Svoboda, a lancé un appel aux partis démocratiques du pays à ne pas s'y associer. Svoboda détient officiellement dans le nouveau gouvernement plusieurs portefeuilles ministériels, dont un Vice-Premier ministre, ministre de la Défense, et Procureur général. Pravyi Sektor est un regroupement plus petit mais plus violent, composé de voyous fascistes et de supporters de football. Armés, ses militants ont pu forcer le rythme de la situation pendant les derniers jours de Maïdan. En prenant

par assaut des bâtiments publics pendant les négociations, ils ont empêché la réalisation d'un compromis (le 21 février) entre l'opposition et le régime qui l'aurait écarté. À présent, ses membres occupent des postes au ministère des Affaires internes. Trois sous-ministres de la Défense ont récemment été congédiés pour leur refus d'intégrer les unités armées de Pravyi Sektor dans l'armée régulière... Ce regroupement est à l'origine d'une vague de violence et de vandalisme qui traverse aujourd'hui le pays et qui vise des organisations, personnalités et symboles russes-soviétiques ou de gauche.

Haute tension
L'Ukraine est profondément divisée au plan idéologique, bien que le premier État

indépendant, proclamé en 1991, ait été plébiscité. Les héros des uns sont les collaborateurs des autres. L'économie de la partie orientale, la plus industrielle, est fortement intégrée à celle de la Russie. Une situation aussi fragile devrait conseiller la prudence. Pourtant, des 19 ministres du gouvernement actuel, seulement deux sont de l'Est et aucun du Sud. Ainsi, les nationalistes, minoritaires dans le pays, qui s'obstinent à imposer leur volonté aux autres, s'avèrent les pires ennemis de l'unité du pays. Par contre, le détachement de la Crimée sous déploiement de troupes russes, loin de favoriser le rejet des projets de l'Otan, risque de les favoriser.

David Mandel

Le chiffre

80,1%

C'est la proportion des chirurgiens pratiquant des dépassements d'honoraires. En moyenne 42,9% des spécialistes pratiquent des dépassements. Le taux de dépassement moyen des spécialistes par rapport au tarif remboursable était de 56,3% en 2013. Un millier de médecins ont reçu un courrier d'avertissement de la Sécu: leur tarif dépasse de 150% le tarif remboursable, et trois ont été sanctionnés...



Agenda

Jeudi 13 mars, réunion publique NPA, Lille. Avec Christine Poupin, à 19h salle Courmont, rue Courmont, mairie de quartier de Lille-Moulins.

Jeudi 13 mars, réunion publique NPA, Paris. Avec Olivier Besancenot et Penelope Duggan, tête de liste dans le 20e arrondissement, à 19h30 au café Le lieu-dit, 6 rue Sorbier.

Vendredi 14 mars, réunion publique NPA, Blois. Avec Philippe Poutou, à 18h salle des Sarrazines, rue Latham.

Samedi 15 mars, rassemblements de solidarité avec le peuple syrien. À Paris et dans plusieurs villes. Infos et tract d'appel: <http://npa2009.org/evenerment/rassemblements-de-solidarite-avec-le-peuple-syrien>

Mercredi 19 mars, réunion publique unitaire, Sotteville-lès-Rouen. Avec Christine Poupin, à 20h30 salle Ambroise-Croizat, avenue de la Libération.

Mercredi 19 mars, réunion publique unitaire, Saint-Brieuc. Avec Philippe Poutou, à 18h, Salle Fraboulet (Les Villages).

NO COMMENT

Il faut changer de braquet sur la sécurité au travail. [...] Les résultats de sécurité restent beaucoup trop éloignés des meilleures pratiques internationales.

JEAN TANDONNET, à propos d'EdF, dans son *Rapport de l'inspecteur général pour la sûreté nucléaire et la radioprotection* rendu public jeudi 6 mars.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

REMANIEMENT

Derrière le casting, l'austérité

Depuis quelques semaines, la rumeur du futur remaniement ministériel gonfle de jour en jour et les pronostics en tous genres vont bon train. Mais ce remaniement ne changera évidemment en rien la politique libérale menée par Hollande. Pire il risque de l'accentuer!

La question du remaniement ministériel est une question récurrente dans chaque quinquennat et celui de Hollande n'y échappe pas, en particulier à cause de son impopularité. Depuis quelques semaines, la rumeur du remaniement est donc LA question du moment. Les journalistes ont même ouvert les paris, avec des Unes accrocheuses sur celui qui remplacera Ayrault à Matignon, s'appuyant même pour certains d'entre eux, comme *Paris Match* ou le *JDD*, sur leurs propres « sondages »... À noter qu'aucune femme ne semble être « favorite », contrairement à de nombreux hommes qui, eux, semblent avoir le « bon » profil, comme Bartolone, Valls ou même Fabius. Au-delà de Matignon, les pronostics vont bon train également sur les futurs départs : les écologistes en tête et même les ministres représentant la « gauche du PS » suite au vote de cette sensibilité contre un texte favorable au Pacte de responsabilité lors du Bureau national du parti. Beaucoup de noms circulent également sur les « futures entrées » comme celles de Ségolène Royal ou de Martine Aubry...



Ayrault et Sapin, ça cause... DR

Serial causeurs...

Bref, depuis quelques semaines, les spéculations sur un probable remaniement font causer, et pas seulement les journalistes... « Ça fait deux ans que François Hollande a été élu », a même rappelé cette semaine Sapin, « et l'expérience gouvernementale que j'ai – pas seulement celle-là – c'est que deux ans pour des ministres, c'est un temps long (...) tellement c'est intense, tellement c'est compliqué, tellement on est occupé, tellement on est préoccupé », a-t-il souligné sans rire. Lors d'une interview au *Parisien*, Ayrault évoque un « gouvernement resserré » tout en défendant son bilan, accreditant ainsi l'idée d'un remaniement imminent. Mais derrière ce serpent de mer, rien n'indique qu'il y aura un changement dans la politique menée. Au contraire, le nouveau gouvernement aura comme principale mission la mise en place du Pacte de responsabilité et la réduction des dépenses publiques. Bref encore et toujours une politique contre les classes populaires, faites d'austérité, de destruction de nos acquis sociaux et de coupes sombres dans l'État social. Il est urgent que le monde du travail, que la gauche sociale et politique, tranchent ces bla-bla dans le vif et reprennent l'offensive. **Sandra Demarcq**

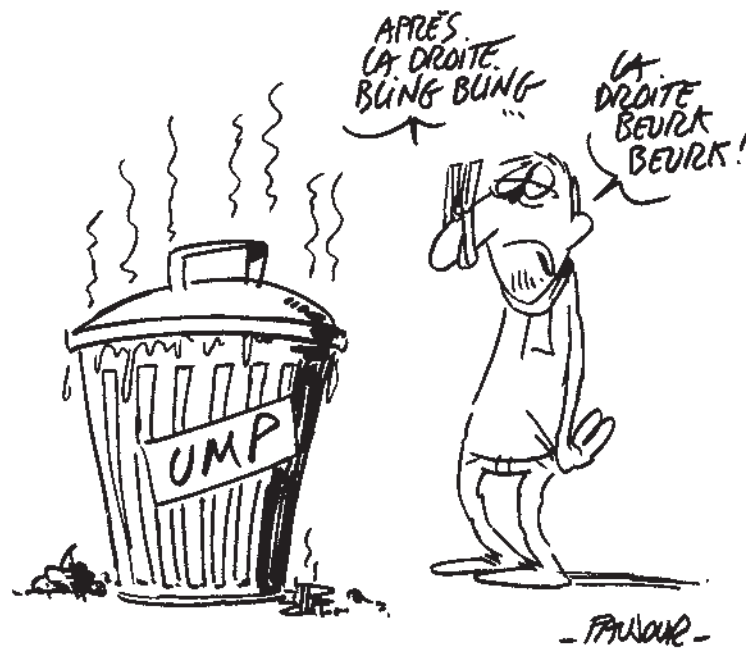
UMP La crise rebondit sous l'empilement des « affaires »

La série télévisée *Mafiosa* nous avait fait découvrir le « toc » (pour téléphone occulte). C'est, en langage policier, un portable non enregistré, acheté par un tiers et à carte prépayée, qui permet aux malfrats d'échanger entre eux en échappant aux écoutes...

Information divulguée vendredi 7 mars par deux journalistes du *Monde* : sachant qu'il avait été placé sous écoute judiciaire (ainsi que ses anciens ministres de l'Intérieur, Hortefeux et Guéant...), Sarkozy utilisait un « toc » pour converser avec son avocat ! Mais il se serait montré imprudent, permettant ainsi des interceptions indiquant qu'il aurait été tenu informé de l'évolution de l'affaire Bettencourt par un avocat général à la Cour de cassation, plus haute juridiction de l'État (qui a fait l'objet d'une perquisition !), contre une promesse d'intervention pour l'obtention d'une sinécure.

Une affaire chasse l'autre...

Le *Monde* commente : « tous les ingrédients d'un scandale d'État sont réunis ». Ce n'est pourtant que le dernier épisode en date d'une longue succession, car « Bettencourt, Karachi, Tapie, Kadhafi, sondages de l'Élysée, écoutes Buisson, trafic d'influence à la Cour de cassation... L'avalanche d'"affaires" dans lesquelles apparaît le nom de Nicolas Sarkozy donne le vertige. » Plus tôt dans la semaine avait en effet éclaté le « scandale Buisson » : l'ancien conseiller spécial (et idéologue d'extrême droite) de l'ancien président enregistré ce dernier en cachette. Les extraits divulgués illustrent un climat de corruption morale, de mépris et haines cuites et recuites, raison pour laquelle



Sarkozy a engagé une action en justice en vue d'empêcher de nouvelles fuites. Ces « sarkoleaks » avaient eux-mêmes été précédés de quelques jours par l'affaire Copé-Bygmalion : le président de l'UMP avait confié l'organisation des meetings de Sarkozy en 2012 à une société dirigée par deux de ses proches et soupçonnée de surfacturation. Cela alors même qu'après l'invalidation des comptes de campagne par le Conseil constitutionnel, les militants de l'UMP

avaient été appelés à rembourser l'intégralité de ces dépenses. Les indignations puis « explications » de Copé, lors d'une conférence de presse tenue le lundi 3 mars, l'ont ensuite transformé en objet de risée générale.

Droite choquée, municipales menacées

Pour mesurer les conséquences, citons le média sympathisant de référence. Selon le *Figaro*, « vendredi [7 mars], la plupart des poids

lourds de l'UMP, déjà sous le coup des enregistrements de Patrick Buisson, sont restés tétanisés à l'annonce des informations du *Monde* (...) Certains de ses dirigeants sont ainsi catégoriques. "Cette semaine a fait deux morts : Copé et Sarkozy", estime l'un d'eux (...) Selon un ancien ministre, "l'UMP a atteint un point de non-retour" : "Nos militants sont bien sûr persuadés que tout cela n'est qu'une manœuvre de la gauche, mais sur le terrain les gens sont à deux doigts de nous cracher à la gueule en nous annonçant qu'ils vont voter FN". » Non seulement le « retour » de Sarkozy est ainsi remis en cause, mais les espoirs d'une victoire aux municipales, où le vote FN était moins redouté qu'aux européennes, sont sérieusement ébranlés. La droite comptait sur une sanction envers la gauche au pouvoir, elle craint maintenant d'en faire elle-même les frais.

La « guerre des chefs » s'en trouve également relancée. Fillon a tiré une première salve dans une interview au *Parisien* le lundi 10 mars : « Je me garde donc bien pour le moment de commenter les polémiques touchant notre famille politique (...) Je pense que nous allons gagner ces élections. Cela ne devra pas nous dispenser de nous interroger et pour certains de s'expliquer sur la situation de notre parti. »

Du côté du gouvernement et du PS, on commente un peu et on espère mais, c'est notable, sans en faire des tonnes. Il est vrai qu'outre un bilan économique et social catastrophique, l'affaire Cahuzac est encore très proche. L'extrême droite peut-elle alors profiter de cette nouvelle crise ? À nous en tout cas de tout faire pour convaincre les classes populaires que, dans de nombreuses villes, un « vote-sanction » qui sera, lui, véritablement anti-système, est possible avec les listes présentées et soutenues par le NPA.

Jean-Philippe Divès

F-HAINE Le vernis démocratique craque!

Alors qu'il vient de subir un échec dans sa tentative de constituer des listes dans les villes de banlieue populaire, notamment en Seine-Saint-Denis où il ne sera présent que dans deux circonscriptions, le Front national s'illustre une nouvelle fois par des attitudes et propos immondes proférés par ses candidats.

Figurant sur la liste du Front national à Nevers, Séverine Amelot n'hésite pas à poser devant un drapeau nazi, affublée d'un T-shirt portant le blason de la Waffen SS, puis devant une photo de canon légendée « il faut bien ça pour brûler toute cette racaille, un tir groupé et c'est bon ». Tout un programme... Elle n'est pour autant pas virée de la liste des candidats. Mieux, Marine Le Pen trouve cela « anecdotique ». On « anecdotise » beaucoup chez les Le Pen, c'est de famille... On se souvient qu'en septembre 1987, le père de Marine fit scandale en osant affirmer que « les chambres à gaz étaient un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». Et un an plus tard, il récidivait par un jeu de mots ignoble « *Durafour crématoire* » lors de l'université d'été de son parti. Soutenu également envers et contre tous par le Front national, Jean-Christophe Gruau, tête de liste à Laval, se défoule lui aussi sur son blog : « l'immigration est un cancer », « l'africanisation de Laval est en marche »...

Postulant dans le 6^e arrondissement de Paris, Paul-Marie Coûteaux, récemment converti au lepénisme, n'est pas un novice en politique. Actuel administrateur du Rassemblement bleu Marine, cet ancien député européen fut également conseiller de plusieurs ministres, et ne saurait invoquer l'inexpérience ou la maladresse pour justifier les propos honteux qu'il a tenus sur son blog le 19 février dernier. Parlant de « lèpre » et d'« invasion », il suggérait au ministre de l'Intérieur de « concentrer les Roms dans des camps, où la vie serait sans doute si peu conforme à ce qu'elles escomptaient du voyage qu'elles préféreraient déguerpir d'un territoire aussi inhospitalier ».

Les mots ont un sens!

Tous ces cas ne sont pas des « dérapages » ou des propos malencontreusement tenus par quelques brebis



Paul-Marie Coûteaux et Marine Le Pen. DR

égérées... C'est tout le troupeau qui est contaminé, bien que la bergère s'en défende. Toute l'histoire du Front national est parsemée de ces petites phrases qui font scandale, qui amènent ou pas à des condamnations devant les tribunaux, et n'ont qu'un seul but : entraîner l'ensemble de la société à progressivement accepter les valeurs rétrogrades de l'extrême droite et du fascisme. En stigmatisant les Roms, les sans

papiers ou les homosexuels, les militants du F Haine ne font que reprendre, souvent en des termes aussi violents, les discours des nazis dans les années trente. Nous ne les laisserons pas plonger le monde dans une nouvelle tragédie. Le 22 mars, journée internationale contre le racisme et le fascisme, sera une occasion pour les anticapitalistes de l'affirmer dans la rue! **Alain Pojolat**

ÉTAT ESPAGNOL «Podemos!»: nous pouvons!

C'est le nom d'un projet de liste aux prochaines élections européennes, mais surtout d'un mouvement qui secoue la gauche espagnole. À l'appel des initiateurs, plusieurs dizaines de milliers de personnes participent à un processus de constitution d'une nouvelle force politique.

On ne peut saisir la dynamique de «Podemos» sans revenir aux traits fondamentaux de la situation dans l'État espagnol.

Crises sociale et politique

Au-delà d'une croissance qui se redresse légèrement, du développement des exportations et de l'investissement, le chômage explose à plus de 26% de la population active et à plus de 40% chez les jeunes. La réduction des budgets sociaux attaquent frontalement la santé et l'éducation et tous les services publics.

Cette crise économique se conjugue à une crise politique de légitimité des institutions mises en place dans la transition post franquiste après 1978, et en premier lieu la monarchie. La droite au pouvoir, elle, subit la pression de secteurs néo-franquistes, ce qui a conduit par exemple à remettre en cause le droit à l'avortement.

Dernière preuve majeure que des questions démocratiques ne sont pas résolues en Espagne: les questions nationales en Catalogne et en Euzkadi (Pays basque), en particulier avec la convocation d'un référendum d'autodétermination en Catalogne. Convoqué à la fin de cette année, ce référendum ne reconnaît pas le pouvoir central et entraînera une crise ouverte entre Madrid et la Catalogne. La mobilisation pour le droit d'autodétermination est massive. C'est ce qui permet aussi l'émergence d'un courant radical, tel «el Process Constituant» qui vise à donner un contenu anticapitaliste à la question nationale.



Quant au Parti socialiste (PSOE), il est totalement identifié comme un des responsables des politiques d'austérité, et si la Gauche unie (coalition autour du Parti communiste) voit ses estimations de vote augmenter, sa politique d'alliance avec le PSOE, en particulier au gouvernement andalou, provoque une large défiance des secteurs les plus combattifs.

Victoires partielles, nouveau mouvement

Mais depuis l'explosion du mouvement des indignés, le facteur marquant de la situation espagnole,

c'est la succession de vagues de mobilisation de masse, avec des journées d'action et de grèves, mais surtout les «marées». Elles ont submergé les secteurs de l'éducation et de la santé, telle la marée blanche à Madrid ou verte en Andalousie. Cela sans oublier «Gamonal» à Burgos, où la population de la ville s'est dressée contre un projet de réorganisation d'une des voies principales de la ville.

Ces derniers mouvements ont obtenu des victoires partielles, ce qui stimule la mobilisation. Ainsi, à Madrid, la privatisation de certains hôpitaux a été abandonnée.

À Burgos, la mobilisation a eu raison des projets de restructuration de la voirie.

Il y a donc dans la conjoncture espagnole des conditions favorables pour lier la protestation sociale et une perspective de rupture radicale avec le système. C'est dans ce contexte que «Podemos» prend son envol. Lancé par des animateurs de débats à la télé ou sur internet, dont Pablo Iglesias, présentateur d'une émission, *La Trueka*, le mouvement a vite été rejoint par Izquierda Anticapitalista et d'autres courants politiques. Plus de 100 000 personnes ont soutenu le Manifeste de lancement du mouvement. Et il y a aujourd'hui plus de 200 cercles et plusieurs milliers de personnes actives dans le processus: organisées, inorganisées, combattives, défiées des partis traditionnels...

Le Manifeste de «Podemos», intitulé *Mover ficha* (bouger les lignes) reprend une série de revendications centrales face à la crise: le refus de payer les dettes illégitimes, le rejet des politiques d'austérité, des coupes claires dans les budgets, des privatisations, la nationalisation des banques, le droit d'autodétermination pour les nations de l'État espagnol.

Pour le principal porte-parole du mouvement, ses références renvoient aux expériences nationalistes et anti-impérialistes d'Amérique latine. D'autres sont plus liées à l'exigence anticapitaliste. Beaucoup de choses restent donc à décider: l'édifice est fragile, mais «Podemos» change la donne à gauche en Espagne. À suivre.

François Sabado

VENEZUELA Offensive de la droite, paralysie du gouvernement



Manifestation des partisans de Henrique Capriles à Caracas, le 15 avril 2013. DR

Comme l'a écrit L'Anticapitaliste (n°231 du jeudi 27 février), une lutte de classes centrale se joue aujourd'hui au Venezuela.

L'offensive de la droite continue et le gouvernement de Maduro est marqué par la conciliation et la paralysie. Les dangers pour le mouvement ouvrier et la population sont énormes.

Cavez est mort le 5 mars 2013. Un an plus tard, la principale célébration à Caracas a été un défilé militaire... La droite continue ses manifestations de rue et ce samedi 8, elle s'est encore mobilisée. Le gouvernement répond par la répression mais est incapable de toute initiative et ne peut faire face à la situation économique catastrophique. C'est une crise radicale d'un régime bonapartiste et nationaliste, même s'il continue à avoir l'appui d'une majorité de la population. L'impérialisme et la bourgeoisie demandent un gouvernement d'unité nationale et un programme économique d'ajustement liquidant l'intervention de l'État et les budgets sociaux. Le principal dirigeant politique de la droite, Henrique Capriles, vient d'appeler au dialogue: «il faut laisser la violence derrière nous».

Mardi 11 mars, Michèle Bachelet est devenue la nouvelle présidente du Chili et Nicolás Maduro et Joe Biden (vice-président des USA) étaient ensemble à Santiago. Joe Biden a donné une interview au *Mercurio* dans laquelle il attaque violemment le gouvernement vénézuélien. Mais il rappelle aussi que les USA ont appuyé l'éviction de Pinochet en 1989, une façon de dire que le gouvernement d'Obama n'est pas favorable à un coup d'État aujourd'hui à Caracas. Le gouvernement de Maduro a tout de suite déclaré qu'il est prêt à «reprendre et renouveler les relations avec le gouvernement des USA» et a décidé de nommer un nouvel ambassadeur.

Qui doit payer?

Le coup d'État n'est pas à l'ordre du jour. Les appels contre le fascisme, contre un possible coup d'État, et l'appui au gouvernement de Maduro, ne peuvent constituer la colonne vertébrale d'une politique de lutte contre la mobilisation de la droite, car cela laisserait de côté la question centrale de la lutte de classes: qui doit payer la crise?

Le gouvernement et le PSUV favorisent une «militarisation» de l'exercice du pouvoir pour préparer un programme d'ajustement et sortir à leur manière de la crise. L'inflation est de plus de 3% par mois (janvier) et la population souffre d'un manque croissant de produits de base. Cela se combine avec une crise de la dette, un marché noir du dollar, des profits spéculatifs fantastiques et une fuite des capitaux de plus de 150 milliards. De plus, la production de pétrole (la seule ressource du pays) recule, et le gouvernement négocie de nouveaux accords avec les grandes compagnies.

Pour que la crise soit payée par les capitalistes et non par la population, il faut la mobilisation: grève, comités de quartier, expropriation générale de la bourgeoisie et contrôle ouvrier et populaire. C'est un programme qui peut unifier le mouvement ouvrier et la population contre la droite réactionnaire et la politique de concessions du gouvernement. Des noyaux militants pour le développer existent et devraient se coordonner pour une activité commune d'agitation et organisation. C'est la tâche de l'heure.

Marcelo N.

HAÏTI Luittes ouvrières et salaire minimum

Avant d'être terrassé par le tremblement de terre, le mouvement ouvrier élevait la voix pour exiger un salaire minimum journalier de 500 gourdes (8,30 euros)¹. Quatre ans plus tard, alors que les charognards reconstruisent le pays le plus pauvre d'Amérique à coup de zones franches, les salariéEs reprennent une lutte qui a connu une mobilisation historique en décembre.

Le salaire minimum journalier était encore il y a peu de 125 gourdes (en 2009). Sous la pression des mobilisations et d'une inflation galopante, le Parlement a dû céder et voter une loi établissant le salaire minimum journalier à 300 gourdes. Les patrons haïtiens, intermédiaires des multinationales du textile, ont refusé d'accorder cette augmentation, continuant à payer les ouvriers 250 gourdes, très souvent moins. Le CSS (conseil supérieur des salaires), organisation tripartite chargée des salaires, a cédé aux puissants afin de recommander un salaire de 223 gourdes, ce qui a mis le feu aux poudres.

Le pays n'avait pas connu pareille mobilisation depuis 1991 (avec Aristide et l'invasion américaine) et août 2009 (contre la Minustah), et c'est une mobilisation ouvrière. Dans un pays ayant traversé le siècle précédent sous différentes invasions américaines et sous la dictature des Duvalier (1957-1986) et leurs terribles «tontons macoutes»,

l'expression de la colère ouvrière est une première. Mais le patronat use des plus vieilles ficelles pour museler le mouvement.

Macoutisme patronal

Lors des mobilisations des 8, 9 et 10 décembre, très vite la méthode du lock-out a été utilisée et la plupart des entreprises fermées. Alors que les manifestants défilaient dans les rues de Port-au-Prince, ils ont appris que le patronat se réunissait dans un hôtel à Pétion-ville, ville symbole de la bourgeoisie haïtienne réservée aux touristes, patrons et à leurs intermédiaires américains. Évidemment la classe ouvrière n'a pas eu le droit de s'y introduire, la police y veillant farouchement. Idem quand la manifestation a voulu se rendre à l'Assemblée nationale pour y faire respecter ses droits.

L'autre méthode mise en œuvre est d'imposer des «dirigeants ouvriers» et le syndicat jaune qui va avec, en valorisant les plus à même de négocier car proches et amis des



«Ce pays-là, nous n'en voulons pas!» DR

patrons, tel Fignolé Saint-Cyr, le secrétaire général de la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH).

Les leaders des grèves des organisations syndicales sont, eux, chassés, virés des usines, mis à pied, battus. Tout représentant des conseils d'usines se voit refuser les tables de négociations que le

gouvernement ouvre à l'issue de la mobilisation.

Vient enfin le discours distillé, que nous n'imaginons pas toucher un des pays les plus pauvres au monde, celui sur le coût du travail et la compétitivité, évoquant les pays «concurrents» tel le Vietnam...

Pour l'heure, le combat des travailleurs continue et commence à trouver une solidarité dans certains pays outre-Atlantique. À l'heure où François Hollande doit bientôt rencontrer le président haïtien, à nous de construire la solidarité, en exigeant le remboursement de la dette honteusement payée à la France par Haïti pour son indépendance et pour avoir abrité le dictateur Duvalier en fuite. Ce même Duvalier qui, depuis 2 ans, nargue les Haïtiens après son retour, protégé par les autorités et impuni de ses nombreux crimes.

Thibault Blondin

1-1 euro est égal à 61,5 gourdes, la monnaie haïtienne.

Pour plus d'informations:

<http://www.batayouviye.org>



DES LISTES ANTICAPITALISTES

Dossier réalisé par Yvan Lemaître et Thibault Blondin

Contre l'austérité, la droite et l'extrême droite Pour une opposition de gauche au gouvernement

La campagne officielle pour les élections municipales a commencé. Tous les grands partis se battent déjà depuis des mois pour les places dans les futurs conseils municipaux où ils entendent continuer tranquillement leur politique qui livrent les collectivités locales aux appétits des banques. Dans les conseils municipaux comme au gouvernement, la droite et la gauche alternent pour mener la même politique. Elles ouvrent ainsi la voie aux démagogues du Front national qui pourraient réussir à dévoyer le mécontentement populaire en flattant les peurs, les préjugés xénophobes et racistes et les surenchères sécuritaires.

Contre cette cacophonie politique, pour faire entendre une voix anticapitaliste, le NPA sera présent sur près de 90 listes présentées dans ce dossier. Ces listes d'opposition de gauche au gouvernement, contre le patronat, contre la droite et l'extrême droite dénoncent les politiques d'austérité tant au niveau national que dans les villes, les quartiers où nous vivons et travaillons.

En finir avec les politiques d'austérité

Pour enrayer cette régression sociale, il faut imposer l'annulation de la dette publique comme celle des collectivités locales et la constitution d'un monopole public bancaire placé sous le contrôle démocratique de la population. C'est le seul moyen de fournir aux collectivités les moyens financiers de leurs projets et de mettre fin aux jeux de la spéculation pour répondre aux besoins sociaux.

On pourra ainsi en finir aussi avec la casse des services publics, les privatisations. Il faut des régies publiques de l'eau, des cantines scolaires, de gestion des déchets, de réelles réponses à nos besoins sociaux en termes de santé, de prise en charge de la petite

enfance, d'accès à la culture, de création de lieux d'écoute, d'accueil pour les femmes victimes de violences.

Pour la défense de l'école et de l'éducation, les municipalités doivent demander l'abrogation du décret d'application sur les rythmes scolaires et refuser d'appliquer la réforme à la rentrée 2014. Le logement doit échapper à la spéculation, ce qui signifie la réquisition des logements vides et la construction en quantité et de qualité suffisantes. L'égalité, c'est aussi le droit de vote pour tous les étrangers.

Préparer l'offensive du monde du travail

Les listes présentées ou soutenues par le NPA entendent aider au rassemblement de toutes celles et

ceux qui veulent préparer une offensive générale du monde du travail. Elles seront indépendantes, au premier et au deuxième tour, des partis au gouvernement.

Trente d'entre elles sont des listes NPA mais, chaque fois que les conditions étaient réunies, nous nous sommes engagés pour construire des listes unitaires avec d'autres forces (le plus souvent Parti de gauche, Ensemble!, PCF...) ou avec des équipes militantes des quartiers populaires, comme à Toulouse. Nos listes sont le fruit d'un large travail militant. Leur diversité reflète la diversité du combat pour construire une opposition au gouvernement, ses difficultés aussi. Il s'agit donc d'une première étape à poursuivre, dans les urnes et dans la rue!

La brochure

Élections municipales 2014, des listes anticapitalistes est disponible



Vous pouvez vous la procurer:

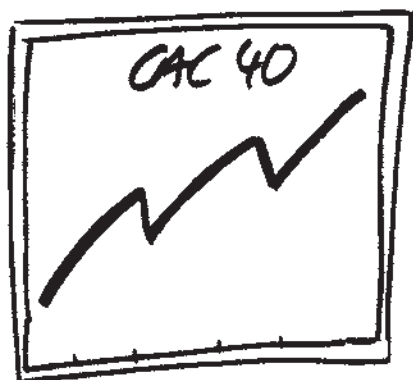
– Auprès des militantEs du NPA et à la **librairie la Brèche** à Paris au prix de deux euros.

– Par correspondance pour trois euros (port compris) à: **NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.**

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires), merci de nous contacter à:

diffusion.presse@npa2009.org

INVERSONS LE RAPPORT DE FORCE



RÉGION	DPT	COMMUNE
Aquitaine	24	Sarlat
	33	Cenon
	33	Pessac
	33	Mérignac
	33	Talence
	33	Bordeaux
	33	Lormont
	47	Agen
	47	Villeneuve-sur-Lot
	47	Monsempron-Libos
Bretagne	64	Anglet
	22	Saint-Brieuc
	29	Quimper
	29	Carhaix
	29	Brest
	35	Saint-Malo
	56	Hennebont
Centre	41	Blois
	36	Rivarennes
	37	Saint-Pierre-des-Corps
	37	Tours
	93	Montreuil
Île-de-France	93	Saint-Denis
	93	Saint-Ouen
	93	Noisy-le-Grand
	93	Neuilly-Plaisance
	92	Nanterre
	92	Gennevilliers
	92	Sèvres
	93	Pré-Saint-Gervais
	94	Ivry-sur-Seine
	94	Choisy-le-Roi



TÊTE DE LISTE	SOUTIENS POLITIQUES
Annick Legoff (PCF)	NPA, FdG
Christine Héraud (NPA)	NPA, PG, Ensemble
Isabelle Ufferte (NPA)	NPA
Sandrine Alarcon (NPA)	NPA
Bernard Conte (PG)	PG, Ensemble, NPA
Philippe Poutou (NPA)	NPA, Rouges vifs
Monica Casanova (NPA)	NPA, PG
Jules Bambaggi (NPA)	NPA
Marie-Hélène Loiseau (PCF)	PG, GU, NPA
Ignace Garay (NPA)	NPA
Claude Larrieu (NPA)	NPA, militantEs du PCF et du PG
Marion Gorgiard	NPA, Ensemble, PG
Patryk Szczepankiewicz (PG)	FdG, NPA
Matthieu Guillemot (NPA)	NPA
Quentin Marchand	PG, NPA
Alain Guillard (PG)	PCF, PG, NPA
Serge Gerbaud (PCF)	PCF, NPA
Marie-Anne Clément (NPA)	NPA
Antoine Godon (NPA)	NPA
Patrick Bourbon (NPA)	NPA
Claude Bourdin	PG, Ensemble, NPA
Aline Cottreau	NPA
Cathy Billard (NPA)	NPA
Elodie Lecq (NPA)	NPA
Patricia Betuel (PCF)	FdG, NPA
Rodolphe Albero-Martinez (PCF)	FdG, NPA
Yann Le Merrer (NPA)	NPA
Nasser Lajili (Pour une gauche fière de ses couleurs)	MilitantEs associatif, NPA
Gilles Chobert (PCF)	PCF, PG, NPA
Catherine Sire	PG, Ensemble, Verts, NPA
Serge Aberdam (NPA)	NPA
Yamani Akabi (PCF)	PCF, NPA

Île-de-France	94	Alfortville	Nathalie Levallois (PG)	PG, Ensemble, NPA
	94	Vitry-sur-Seine	Bertrand Potier (FdG)	MilitantEs du Front de gauche, NPA
	95	Pontoise	Solveig Hurard (FdG)	FdG, NPA
	75	Paris 3	Isabelle Foucher (NPA)	NPA
	75	Paris 10	Mathieu Chapuis (NPA)	NPA
	75	Paris 11	Stéphane Rey (NPA)	NPA
	75	Paris 12	Yves Roux (NPA)	NPA
	75	Paris 13	Guillaume Biojout (NPA)	NPA
	75	Paris 19	Wafa Guiga (NPA)	NPA
	75	Paris 20	Penny Duggan (NPA)	NPA
Languedoc-Roussillon	91	Évry	Francis Couvidat (NPA)	NPA, militantEs du PG
	34	Montpellier	Thomas Balenghien (NPA)	NPA
Limousin	66	Perpignan	Stéphanie Font (NPA)	NPA
	23	Guéret	David Gipoulou (PG)	PG, GA, NPA
Lorraine	57	Metz	Stéphane Arousseau (militant associatif)	Fase, Communistes, NPA
	88	Gérardmer	Eric Defranoult (NPA)	NPA
Midi-Pyrénées	12	Millau	Iñaki Aranceta (NPA)	NPA
	12	Saint-Affrique	Florence Ravaille (PG)	PG, NPA
	31	Toulouse	Ahmad Chouki	MilitantEs associatif, NPA
	46	Cahors	Isabelle Eymes (PCF)	MilitantEs du PCF, PG, NPA
Nord Pas-de-Calais	82	Montauban	Marie-Claude Bouyssi (FdG)	FdG, EÉLV, NPA
	59	Wattrelos	Marc Dubrul (NPA)	NPA
	59	Lille	Jan Pauwels (NPA)	NPA
Basse-Normandie	62	Auxi-le-Château	Jérémy Lautour (NPA)	NPA
	14	Caen	Étienne Adam (Fase)	Ensemble, PG, NPA
	14	Lisieux	Christophe Musslé (NPA)	NPA
	14	Moyaux	Emmanuel Grandval	NPA
Haute-Normandie	27	Louviers	Philippe Thouement (NPA)	NPA, PCF
	76	Sotteville-lès-Rouen	David Querret	NPA, GA, Alternatifs, FASE, PG
	76	Canteleu	Franck Prouhet (NPA)	NPA, Ensemble, PG
	76	Rouen	Clément Lefevre (NPA)	NPA
Pays-de-la-Loire	76	Saint-Etienne-du-Rouvray	Philippe Brière (NPA)	NPA
	44	Saint-Nazaire	Patrick Rougé (PG)	PG, NPA
	44	Nantes	Guy Croupy (PG)	PG, Ensemble, NPA
	44	Saint-Herblain	Primaël Petit (Breizhistance)	Breizhistance, NPA, GA, PG, Alternatifs
	44	Rezé	Emile Robert	PG, GA, NPA
Picardie	85	La-Roche-sur-Yon	Anita Charrieau (PCF)	FdG, NPA, Alternatifs
	60	Beauvais	Catherine Méry (NPA)	NPA
Poitou-Charentes	02	Laon	Yan Ruder (PCF)	NPA, PCF, PG
	16	Angoulême	Nicolas Baleynaud (PCF)	PCF, PG, NPA
	16	Cognac	Brigitte Bonneau (PG)	PG, NPA
	86	Poitiers	Christiane Fraysse (EÉLV)	Ensemble, PG, EÉLV, NPA
PACA	13	Miramas	Cécile Dumas	MilitantEs du FdG, NPA
	13	Arles	Christian Lhere (Ensemble)	Ensemble, NPA
	84	Avignon	André Castelli (PCF)	FdG, NPA
	84	Carpentras	Guy Largier	PG, ex-Verts, NPA
	84	Sorgues	Vivian Point (PCF)	PCF, PG, NPA
	84	Murs	Dominique Gaubert (NPA)	NPA
Rhône-Alpes	73	Chambéry	Laurent Ripart (NPA)	NPA, Ensemble, PG, les Alternatifs
	74	Annecy	Philippe Métral-Boffod (NPA)	NPA, PG, MPEP
	38	Voiron	Claudio Vitari (MOC)	PG, NPA
	01	Bourg-en-Bresse	Rémi Froschard (PG)	PG, Les Alternatifs, NPA

SANTÉ

Les centres de santé en danger

Depuis presque un siècle, à côté du dispositif libéral (médecins installés en cabinet ou regroupés en maison de santé), les centres de santé proposent une offre de soin alternative.

Celle-ci s'appuie sur une organisation spécifique : accès au soin pour tous à travers le tiers payant, pratique articulée autour d'un projet de santé collectif puisque impliquant l'ensemble du personnel (administratif et soignant), coordination des soins et médecine d'équipe, place de la prévention dans le dispositif permettant la réalisation d'actions ciblées. Ça, c'est le cadre théorique, la conception de départ, ce qui fait l'intérêt de ce type de structures. Mais qu'ils soient associatifs, mutualistes et même municipaux, les centres de santé sont en danger, parce qu'ils dérivent, eux aussi, vers une gestion comptable qui dénature le modèle et les objectifs de départ.

Le droit à se soigner ou le profit ?

Organisation du soin axée sur la rentabilité, paiement à l'activité qui modifie forcément les choix thérapeutiques, modèle économique qui prend la place du projet de santé et qui détruit le fonctionnement collectif des équipes... Toutes ces dérives amènent les praticiens, les infirmières, les secrétaires à perdre le sens premier de leur travail : celui de l'accueil et du soin adapté, qui place le patient et sa demande au cœur du dispositif pour une réponse de qualité.

Malheureusement, le gestionnaire devient tout puissant, avec ses recommandations économiques et financières, loin du soin et loin du patient. D'autant plus puissant qu'il agit dans un cadre de plus en plus défavorable à la résistance : emplois précaires, temps partiels ne permettant pas un investissement important des professionnels, rotations importantes, etc.

Que faire ? Comme à l'hôpital, il faut rentrer dans un rapport de forces pour défendre notre outil de travail : refuser la taylorisation sous-tendue par les nouveaux modèles économiques, refuser le paiement à l'activité des praticiens, refuser le clivage par métier imposé par les gestionnaires qui désorganise le collectif. Se battre ensemble, tous personnels confondus et toutes structures confondues (municipales, mutualistes et associatives), pour que le centre de santé reste cette belle alternative collective qui plaçait la santé comme un droit au bien-être pour chacun et non comme un produit marchand, objet de profit.

Le chemin sera long, étroit et laborieux tant il est à contre-sens des directives ministérielles actuelles, relayées par les ARS. Mais il est notre seul moyen de défendre cette conception des centres de santé, qui revendique le droit à une santé de qualité pour tous.

JL et FA

AIDES

Mauvaise direction !

Entretien. Renaud Delacroix est salarié de AIDES et délégué syndical SUD Santé Sociaux. Avec lui, nous revenons sur la lutte des salariéEs de l'association contre le plan social imposé par la direction.



Renaud Delacroix. DR

Peux-tu revenir sur les raisons de la mobilisation des salariéEs de AIDES ?

Après avoir annoncé en septembre dernier la suppression de la prime annuelle commune des salariés (soit une baisse de 6% de la rémunération annuelle), la direction a présenté juste avant Noël un PSE (« plan de sauvegarde de l'emploi ») prévoyant 65 suppressions de postes sur 460 salariéEs.

Dans son premier communiqué, la direction, pour justifier son PSE, écrit que les « financements publics sont en baisse constante depuis 3 ans ». Mais dans sa note officielle présentant le PSE, cette même direction écrit l'exact contraire : « on constate une augmentation de + 434K € entre 2010 et 2013 du total de nos financements publics ». Plus largement, les ressources de AIDES sont passées de 36,8 millions en 2009 à 40,6 millions en 2013 (+ 10,5%!).

Oui, AIDES subit, comme toutes les associations, l'austérité gouvernementale avec des subventions beaucoup plus contraintes (tarification à l'acte), mais c'est bien la faiblesse de pilotage de la direction qui est à l'origine de la crise actuelle. Ce PSE aurait tout à fait pu être évité. Mais pour cela, il aurait fallu que la direction tienne compte des recommandations des représentants du personnel au CCE depuis 2008, ainsi que de recommandations extérieures, en particulier sur la gestion financière et la politique salariale (Cour des comptes, et SECAFI pour le CCE).

Au-delà du PSE, la façon dont se comporte la direction cristallise aussi visiblement la colère. Peux-tu nous en dire plus ?



AIDES en grève le 14 février. DR

Par où commencer ? Bien sûr, l'incapacité de la direction à anticiper : en juin dernier, dans son discours au congrès, le directeur général annonçait « une période d'accalmie structurelle (...) et de simples ajustements structurels pour peaufiner notre merveilleuse association »... Les futurs licenciés apprécieront...

Une politique salariale inégalitaire en contradiction complète avec nos principes : les 10 plus hauts salaires ont augmenté de 37% en 4 ans alors que ceux des animateurs de terrain ne prenaient que 9,8% sur la même période, avec un directeur général qui touche 143 762 euros en 2012 ! Ce qui ne l'empêche pas de citer Che Guevara dans ses discours... Et dans son PSE, la direction ne programmait que le minimum

légal pour les indemnités de départ des personnels licenciés... Il aura fallu deux grèves, une intersyndicale unie et offensive pour que la direction accepte de revenir à la table des négociations avec d'autres propositions.

Quelle est l'attitude de Marisol Touraine dans ce conflit ?

Depuis l'annonce du PSE mi-décembre, l'intersyndicale a écrit à la ministre à plusieurs reprises pour demander un rendez-vous, celle-ci n'a pas daigné nous répondre... Rien, pas un retour. Malgré nos relances, la ministre n'a jamais pris publiquement position.

Comment vois-tu la suite ?

Les négociations viennent de reprendre, et nous comptons bien

obtenir de la direction qu'elle revoie largement sa copie, tant sur les indemnités de licenciement que sur le nombre de postes supprimés. Notons que, depuis le début du conflit, les quatre syndicats présents à AIDES (SUD, CFDT, FO et CGT) présentent un front uni face à la direction. De plus, de nombreux volontaires de l'association sont avec nous et refusent eux aussi ce PSE. Il est encore trop tôt pour savoir comment tout cela va évoluer. Mais il est certain qu'il y aura un avant et un après PSE. Les salariés et de nombreux volontaires n'ont plus aucune confiance dans cette direction. Alors on continue la bataille...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Plus d'info : <http://aideslaverite.free.fr>

SAGES-FEMMES Au-delà du statut, la revalorisation du métier

Après plus de 4 mois de mobilisation des sages-femmes, la ministre de la Santé Marisol Touraine a enfin annoncé un certain nombre de mesures le 4 mars dernier...

Le ministère a tranché sur le statut des sages-femmes : ce sera un statut médical spécifique de « sages-femmes des hôpitaux » au sein de la fonction publique hospitalière (FPH). Cette question du statut fait débat au sein du mouvement. Les syndicats (CGT, SUD, FO, CFDT, UNSA, UNSSF) sont pour un statut de fonctionnaire parce qu'il garantit un

certain nombre de droits (retraite, temps de travail, maladie...). Le collectif de sages-femmes, regroupant des organisations comme l'organisation nationale syndicale des sages-femmes ou le Collège national des sages-femmes, revendique la sortie de la FPH et la création d'un statut de praticien hospitalier sur le modèle de celui des médecins.

À côté de cette question, d'autres mesures ont été annoncées : une campagne de communication sur le champ d'intervention des sages-femmes, l'alignement des rémunérations des étudiantEs sages-femmes de 4^e et 5^e année sur celui des étudiantEs en médecine et enfin une concertation sur les salaires mais pas avant avril.

Questions sans réponse...

Si la création d'un statut au sein de la fonction publique est plutôt une bonne chose, les annonces de la ministre de la Santé ne répondent pas à la revendication

essentielle du mouvement qui est celle de la reconnaissance du métier. En effet, les vraies questions restent sans réponse : place des sages-femmes au sein des structures hospitalières, revalorisation des rémunérations, reconnaissance des compétences, articulation avec le travail des médecins, des gynécologues-obstétriciens... Reste à voir comment poursuivre la mobilisation sans se diviser sur la question du statut, pour obtenir de réelles avancées en termes de salaires et de reconnaissance pour cette profession.

Elsa Collonges

SANTÉ PRIVÉE

Les élèves infirmiers ne seront pas les sacrifiés !

La fédération de l'hospitalisation privée (FHP), qui représente les cliniques et établissements privés de santé, conteste depuis le vote de la loi de financement de la sécurité sociale 2014 les tarifs de remboursement des actes de soins...

Les établissements privés voient en effet leurs actes moins bien rémunérés (de 0,24%) par la Sécurité sociale que le public. Cela vise à compenser le cadeau du gouvernement aux entreprises qu'est le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) qui permet une exonération d'impôts pour les entreprises comme pour les cliniques.

La FHP entend également « entrer en résistance » contre la dégression tarifaire. La dégression tarifaire a été mise en place par le gouvernement suite aux effets négatifs de la tarification à l'acte (la « T2A »). En effet, la T2A a conduit les cliniques à se spécialiser dans des actes de soins afin d'en réaliser un maximum pour engranger le plus de profits possible.

ÉDUCATION NATIONALE **Étendre la mobilisation**

Depuis la mi-février, collèges et lycées sont mobilisés dans les Hauts-de-Seine (92), rejoints ensuite par la Seine-Saint-Denis (93). Et les vacances scolaires n'ont pas arrêté le mouvement.

A lors qu'en juin 2012, Hollande et Peillon en personne avaient assuré aux collègues des Hauts-de-Seine qu'il fallait « plus de moyens, plus de ressources, plus d'enseignants dans les zones défavorisées », voilà que les dotations pour la rentrée prochaine tombent : sur 31 établissements classés en zone d'éducation prioritaire (ZEP), 27 perdent des moyens. De même en Seine-Saint-Denis, où presque tous les collèges perdent des moyens au profit d'un petit nombre.

Le projet de Peillon pour l'éducation prioritaire est en fait de travailler plus pour gagner autant. Autant dire que cela rappelait des mauvais souvenirs aux enseignants ! Le ministre ouvre des négociations sur le statut des enseignants, pour graver dans le marbre les reculs qu'il impose aux établissements en éducation prioritaire.

C'est pour cela que des établissements se sont mis en grève pour exiger des moyens pour enseigner et étudier ! Cela passe par un coup d'arrêt des réformes Peillon sur l'éducation prioritaire et sur le statut.

Des moyens pour l'éducation !

La mobilisation des Hauts-de-Seine s'est répandue comme une traînée de poudre, gagnant des établissements non ZEP, puis s'élargissant à la Seine-Saint-Denis le 13 février, juste avant les vacances scolaires de cette zone. C'est cette solidarité dans la lutte et la compréhension, au fil des mouvements précédents, que la négociation établissement par établissement n'était pas opérante. Cela a permis l'élargissement du mouvement et la construction d'assemblées générales représentatives permettant aux collègues de décider de l'action et du rythme à donner à leur mouvement. Les intersyndicales 92 et 93 ont dû suivre les décisions de ces AG.

La grève du mardi 4 mars a permis que la mobilisation franchisse la cap des vacances scolaires. Même si cette grève s'est concentrée sur les bastions déjà mobilisés, près de 150 enseignants, représentants 33 établissements se sont réunis en AG, après un rassemblement à proximité de l'Assemblée nationale. Maintenant, il faut réussir à construire les prochaines échéances : une nouvelle grève le jeudi 13 mars et la perspective de construire un pôle enseignants en lutte lors des manifestations du 18 mars. Cette mobilisation doit arriver à passer deux caps. D'une part, faire « tâche d'huile » en région parisienne, en dépassant les deux départements mobilisés et plus largement en entraînant d'autres régions. C'est difficile,



À Paris le jeudi 13 février. DR

mais c'est possible. En février, il y avait eu des départs à Marseille. Avec le retour de vacances de toutes les zones, on peut espérer que la mobilisation reparte de plus belle.

D'autre part, il faut arriver à entraîner au-delà des enseignants, en s'adressant aux professeurs des écoles, aux lycéens et aux parents

d'élèves. Là encore, c'est difficile mais possible. Le 13 février et le 4 mars, les enseignants ont été rejoints par des lycéens qui voulaient une éducation de qualité. Pour gagner face à la volonté gouvernementale, il faut un rapport de forces important. À nous de le construire.

Raphaël Greggan

INSPECTION DU TRAVAIL Sapin perd au Parlement mais passe en force

La loi de réorganisation de l'inspection du travail a été rejetée par le Parlement. Un camouflet pour Sapin, ministre du Travail, qui tente maintenant de passer en force avec un décret.

Sapin assurait pourtant en interne au ministère du Travail que l'adoption de la réforme ne serait qu'une formalité. Son échec a été une savoureuse surprise. Il n'aurait pas été possible sans la détermination des agents de l'inspection du travail. Ils ont eu raison de se mobiliser jusqu'au bout, notamment en cherchant à se lier aux unions locales ou départementales des syndicats de salariés, et à trouver auprès de certains parlementaires de gauche les appuis nécessaires.

La fuite en avant !

Intégrée à la loi sur la formation professionnelle et la représentativité patronale, la réforme a aussi fait les frais, après son rejet par le Sénat, de la volonté du gouvernement de ne surtout pas compromettre l'adoption, dans le plus large consensus, des dispositions sur la formation issues de l'Accord national

interprofessionnel (ANI) du 14 décembre 2013. En effet, pas question de stresser Pierre Gattaz, le patron des patrons, avec qui le gouvernement cherche un accord dans le cadre du Pacte de responsabilité.

Le répit a cependant été bref puisque Sapin a immédiatement annoncé que la réorganisation ferait l'objet d'un décret, et non plus d'une loi. Une nouvelle rédaction a été transmise aux syndicats pour consultation en mars. Ce passage en force constitue une insulte aux agents mobilisés et un vrai déni de démocratie. La suspension de la réforme ne résout par ailleurs pas la question des suppressions de postes qui vont continuer. L'inspection du travail sera donc en grève le 18 mars contre l'austérité, et pour que Sapin enterre définitivement sa réforme.

Le comité NPA Inspection du travail – Pôle emploi Île-de-France

PIZZA HUT

Un arrière goût de discrimination !

Condamnée à plusieurs reprises pour atteinte au droit syndical et de grève, l'enseigne de restauration rapide fait de nouveau parler d'elle. Le 13 février dernier, le délégué syndical SUD était convoqué pour un entretien préalable au licenciement. Une précédente procédure, initiée en 2009, avait échoué...

Une dizaine de syndicalistes l'ont accompagné au siège de la société pour le soutenir, au grand dam du PDG présent. Un rassemblement a également été organisé, le 20 février à l'occasion de nouveaux entretiens du même acabit. En invoquant des motifs fallacieux tels que des retards de livraisons ou un problème d'entretien d'un véhicule, la direction cherche en fait à étouffer le scandale d'homophobie qui a éclaté sur l'unité de Créteil. Le délégué syndical qui a écrit à la DRH pour demander une enquête à ce sujet, deux salariés qui ont soutenu un collègue qui s'était plaint de propos homophobes, et également la victime elle-même... Tous convoqués !



Coup de pression de la direction

Les médias se sont emparés de cette affaire ce qui a obligé la direction dès le 24 février à faire machine arrière en mutant la manager à l'origine des agissements discriminatoires, tout en continuant ses manœuvres. Ainsi, le salarié, sous la pression de la DRH, s'est rétracté par écrit en contrepartie de l'abandon de la procédure de licenciement... Depuis, contre ce procédé inique, ce salarié a déposé plainte, avec l'appui du syndicat, pour abus de faiblesse, plainte en cours d'instruction.

Dans le même temps, il a aussi été révélé qu'un salarié, licencié lui pour avoir alerté sur la présence d'amiante dans un des restaurants de l'enseigne, porte son affaire devant les prud'hommes ainsi qu'au pénal pour mise en danger de la vie d'autrui. La pizza a vraiment un goût infect chez Pizza Hut !

Correspondant

Cela conduit même certains, davantage gestionnaires que soignants, à prescrire des soins bien rentables sans nécessité médicale... Ainsi, cette dégression des tarifs vise à réduire le remboursement de la Sécurité sociale aux cliniques en fonction du nombre d'actes de soins. Plus leur nombre est important, moins la rémunération de l'acte pour la clinique l'est.

Recherche stage désespérément

Les représentants patronaux des cliniques via la FHP, non contents de profiter déjà d'un nouveau crédit d'impôt, entrent donc en mobilisation contre le gouvernement. Mais pour se mobiliser, ils ont choisi de suspendre la prise en charge des stages des étudiants infirmiers à compter du 1^{er} mars. Les étudiantEs infirmierEs se retrouvent donc exclus de leur stage par les cliniques. Ils ont pu pour une

grande majorité être reclassés dans le public mais à quel prix pédagogique ? En effet, les services étant déjà surchargés de travail, multiplier le nombre d'étudiants à encadrer va réduire leur prise en charge.

Cette suspension des stages a provoqué la colère des étudiants infirmiers. Tout d'abord avec la peur de n'avoir aucun stage qui sont pourtant obligatoire dans le cursus en soins infirmiers. La surcharge de stagiaire dans les services ne satisfait pas les étudiants. Cela s'ajoute à des conditions d'étude déjà difficile. Il faut rappeler que les étudiants en soins infirmiers ne sont pas concernés par la gratification des stages. Leur indemnité de stage est égale à 66 centimes de l'heure... De même, ils sont exclus de fait des services étudiants habituels tels que les tarifs étudiants (CROUS) dans les restaurants hospitaliers.

Cette mobilisation exprime donc un ras-le-bol plus général que la seule question des stages. Une première date appelée par la FNESI (fédération nationale des étudiants en soins infirmiers) a eu lieu le mardi 4 mars et a rassemblé plus de 10 000 étudiants. Une nouvelle manifestation a lieu le jeudi 13 mars à Paris. Les étudiants en soins infirmiers n'ont pas de tradition particulière de lutte. Leur mobilisation s'est lancée en partie spontanément et en partie par la FNESI. Pour qu'elle s'inscrive dans la durée, ils devront se doter de cadres d'auto-organisation, comme des assemblées générales où ils pourront établir leurs revendications et décider eux-mêmes de l'organisation de leur lutte. Ainsi, un des objectifs est de dépasser la simple question du chantage aux stages pour comprendre que l'enjeu est aussi la défense du service public hospitalier.

Correspondant





Les comités en action!

Bordeaux Meeting réussi. Le meeting a réuni vendredi 7 mars 150 personnes dans une ambiance chaleureuse de camarades et colistiers, fierEs d'avoir pu construire six listes.

Monica Casanova, élue dans la banlieue populaire de Lormont depuis 2001 en a fait la présentation. La politique que le NPA avait définie, d'adresse à toutes les organisations de gauche non gouvernementale dès le mois d'octobre, a porté ses fruits : nos listes sont unitaires à Bordeaux, où Philippe Poutou conduira « Bordeaux rouge et anticapitaliste » avec les Rouges vifs, à Cenon et Talence avec le PG et Ensemble, enfin à Lormont avec le PG. À Pessac et Mérignac, nos deux listes sont NPA.

Élue à Pessac, Isabelle Ufferte a évoqué le travail municipal que mènent depuis deux mandats nos six éluEs sur les communes autour de Bordeaux : porte-parole des revendications, des mobilisations et des luttes des salariés et de la population, ils se battent contre les politiques d'austérité nationale et celles de leurs relais locaux. Isabelle a dénoncé l'absence totale de démocratie à la CUB (communauté urbaine de Bordeaux) cogérée depuis des dizaines d'années par la gauche et la droite. Les nouveaux critères d'élection des conseillers communautaires en 2014, ne rendront pas cette gestion plus transparente et ne donnera pas plus la parole à la population.

Philippe a clôturé le meeting par la dénonciation des politiques d'austérité menées par le gouvernement Hollande et la nécessité de construire, en s'appuyant sur ces élections, une opposition de gauche à ce gouvernement. Il s'agit d'inverser le rapport de forces et de construire un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Le débat a permis des échanges militants, tant sur l'importance de convaincre de voter et faire voter anticapitaliste que sur le problème de l'extrême droite, de la lutte pour l'interdiction des licenciements... Il nous reste maintenant à amplifier l'écho très favorable que nous rencontrons autour de nous.

FAITES VIVRE L'ANTI-CAPITALISME
CAMPAGNE FINANCIÈRE 2014

CONTRE L'AUSTÉRITÉ
1 MILLION D'€ POUR LE NPA

www.npa2009.org/souscription

GÉRARDMER (88) Solidaire!

Cela fait 25 ans que la gauche radicale participe à la municipalité PCF/PS/LCR, puis PS/PCF/NPA avec un poste d'adjointE. Pour nous, le bilan est plutôt positif...



Aucune privatisation de service municipal, instauration de la carte « service plus » permettant de payer les services en fonction de ses revenus, nombreuses réalisations sur les questions d'environnement (rachat d'une centrale hydroélectrique), construction d'une école de musique... En 2009, nous avons racheté le domaine skiable de la ville qui était menacé de fermeture.

Depuis plus de six mois, nous avons décidé de ne plus nous présenter avec le PS. Le PCF, redoutant la disparition, s'est tout de suite allié au PS.

Articuler social et écologie

Cet automne, nous avons décidé de monter une liste. La venue de Philippe Poutou fut le point de départ public de la construction de cette liste. Trouver 29 candidatEs dans une ville de 8 700 habitantEs semblait difficile, il n'en fut rien et en un mois la liste était bouclée. « Gérardmer solidaire » est composée de trois conseillerEs municipaux sortants, de deux anciens colistiers de la liste

écologiste, de syndicalistes, de militantEs associatifs et culturels qui défendront un programme social et écologique.

Nous avons travaillé au programme, en particulier en visitant Kaysersberg en Alsace, une commune reconnue pour ces réalisations environnementales. Un point important est l'avenir du domaine skiable de Gérardmer. Endetté de 13,5 millions d'euros, ce domaine ne peut plus emprunter pour de nouveaux investissements, et les socialistes proposent de faire appel aux fonds privés pour l'achat d'un télésiège de 8 millions d'euros minimum... Associés au personnel et à des acteurs du tourisme de la ville, nous proposons de privilégier une station familiale accessible au plus grand nombre tout en maintenant les emplois.

Brochure pour présenter notre programme, porte à porte, réunions de quartier... Nous voulons associer le maximum de personnes et faire vivre la vie démocratique de notre ville.

Correspondant

Chroniques municipales

SAINT-BRIEUC (22)

« À gauche vraiment 2014 »

Le NPA est engagé dans la campagne des municipales au sein d'une liste citoyenne soutenue par la FASE, les Alternatifs, le NPA et le PG.

À Gauche Vraiment! (AGV 2014) regroupe des citoyenEs, de 19 à 74 ans, membres ou non d'associations, syndicats, mouvements et organisations politiques de la gauche alternative, anticapitaliste, écologique, féministe...



Notre opposition à la politique du gouvernement a un grand impact dans une ville où le PCF, EÉLV et l'UDB se sont alignés, pas une tête ne dépasse, derrière la très conformiste tête de liste du PS. Et nos propositions, locales, concrètes, travaillées, font mouche!

Égalité, alternatives et démocratie

Les transports gratuits font en particulier leur chemin. C'était déjà la mesure phare de la campagne en 2008 de la liste À gauche toute! (à l'initiative de

la LCR et qui avait obtenu 8,5%). C'est aussi l'égalité entre les quartiers : que tous soient dotés d'équipements de qualité, de services publics, notamment une médiathèque dans chaque secteur de la ville. C'est encore un vrai plan cohérent de développement du vélo en ville. Mais c'est aussi la proposition d'alternatives : le choix d'un habitat populaire géré par ses habitantEs, du développement de circuits courts, de produits agricoles locaux en bio. C'est enfin le choix de la démocratie effective, par la mise en place d'assemblées citoyennes et d'un budget participatif.

Notre campagne est très dynamique : nous sommes pour l'instant souvent les seuls sur les marchés, et nous y sommes très nombreux! Cela se voit et donne confiance. Nous avons des interventions sur plusieurs thèmes de campagne (les transports, l'aménagement piéton de la place centrale du marché...) et concluons par une soirée AGV 2014 le mercredi 19 mars où nous aurons le grand plaisir d'accueillir Francis Sittel et notre camarade Philippe Poutou!

Vincent Gibelin

PARIS 18^e La démocratie des Sans-voix dans la rue

Avant même que ne débute la campagne officielle, les médias ne se sont pas trompés sur la portée politique de la liste des Sans-voix qui mène campagne dans le 18^e arrondissement à Paris...



Beaucoup d'entre eux se sont déplacés pour rendre compte de cette liste qui déborde de candidatEs (70 au moment du dépôt de liste) et en a présenté 45 officiellement, dont 29 étrangerEs de 11 nationalités différentes et le responsable de l'association Rromeurope. La liste a même réussi à passer le cap du dépôt officiel. Le préfet a dû écrire à Anzoumane Sissoko, figure de la lutte

des sans-papiers et tête de liste, pour l'informer qu'il ne pouvait délivrer de récépissé définitif parce que « la liste comprend des ressortissants extra européens »...

C'est de peu d'importance comparé à la dynamique de la campagne qui rassemble de plus en plus de monde, chaque dimanche devant la mairie du 18^e : militantEs de la cause des sans-papiers et notamment de la CSP75, des militantEs

d'associations (Droits Devant, Intégration21, ATF, Fasti...), de collectifs (jeunes tunisienEs, jeunes chilienEs, antifascistes...) et de partis politiques (comités locaux du NPA du 17^e et 18^e, et quelques membres du PG). La campagne entraîne.

Parler, échanger, agir ensemble

Cette lutte politique met en pratique ce qu'elle revendique : chaque dimanche, face à un bâtiment de la

mairie vide comme l'est de plus en plus le théâtre électoral, démocratie et lien social se réinventent à base d'échanges de repas, de musique, de danses, de poésie et de prises de parole.

Le dimanche 9 mars, précédée des membres de la liste avec mégaphone, tracts et affiches, une batucada a circulé de Barbès à la mairie traversant la Goutte d'Or et le marché Simplon. Ce 16 mars, de 11h30 à 18h, tout le monde est invité à venir devant la mairie, en présence notamment de la Compagnie Jolie Môme, Saïd Bouamama, Mogniss Abdallah et de tous les candidatEs. Bien qu'invalidée par des institutions perdant toute légitimité, la liste des Sans-voix appelle à voter le 23 mars pour ses candidatEs, et surtout à s'organiser pour que l'égalité qu'on nous refuse, nous la construisions ensemble.

Correspondant

Marie nous a quittés

Marie Géralt, que nous appelions aussi Sara, nous a quittés, dimanche 2 mars, après des mois de lutte opiniâtre contre la maladie.

De cette génération « qui eut 20 ans en 68 », gagnée au marxisme révolutionnaire, étudiante en lettres classiques, elle rejoint Lutte ouvrière où elle milita, d'abord à Bordeaux puis à Angoulême où elle devint enseignante. En 1997, elle est exclue de LO avec toutes celles et ceux qui refusaient, en particulier à Bordeaux et Rouen, la dérobade de la direction. LO

avait appelé à la construction d'un parti des travailleurs après le succès d'Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995 (plus de 5%). Un tel appel impliquait d'être prêt à œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, ce que LO ne voulait pas. Elle participa alors à la construction de Voix des travailleurs autour de son hebdomadaire puis, en juin 2000, à la fusion-intégration

avec la Ligue communiste révolutionnaire. Elle se retrouva alors dans le courant Démocratie révolutionnaire. Elle participa activement à la fondation du NPA...

Tout au long de ces années militantes, Marie a été partie prenante de tous les combats, fidèle, tenace, sans jamais se départir de son optimisme. Toujours accueillante et chaleureuse, d'un dévouement indéfectible, disponible pour ses camarades par ses conseils, sans ménager son ironie à l'égard des outrances ou des poses. Ferme dans ses idées, elle était indulgente surtout pour ceux de notre camp social. Cultivée, curieuse de tout, histoire, science, romans, elle savait d'une phrase donner envie de

découvrir un nouveau livre. Comme un pied de nez à la mort, elle avait tenu à être sur la liste pour les municipales à Angoulême, son dernier défi militant.

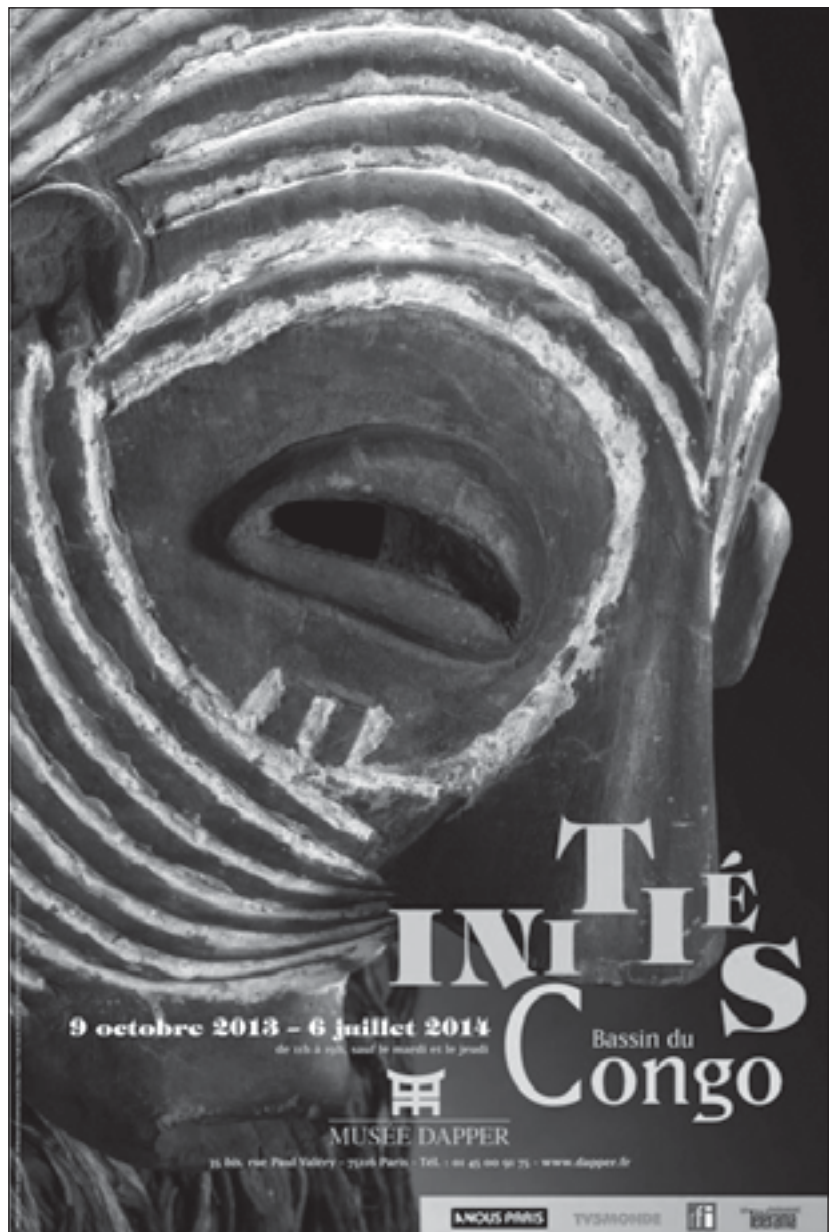
Nous étions près de 150 à nous retrouver vendredi dernier, par un bel après-midi ensoleillé, pour lui rendre un dernier hommage : son compagnon, Michel, sa famille, ses proches, ses camarades du NPA, des militantEs de LO, du PCF, de la CGT, des ouvriers de Leroy-Somer...

Nous garderons dans nos mémoires le souvenir de sa ténacité, de son courage, de son sens de la dignité, de son optimisme. Nous avons perdu une amie chère.

Ses camarades

Les Nôtres





Exposition

Rituels de crises et crises sans rituels

En levant le voile sur les sociétés d'initiéEs du bassin du Congo et leurs objets rituels les plus spectaculaires, la nouvelle exposition du musée Dapper ouvre aussi le regard sur nos propres fonctionnements sociaux.

En décembre 1968, Michel Leiris et quelques autres acteurs des événements de mai installaient au musée de l'Homme une « exposition sauvage », intitulée *Passages à l'âge d'homme*. Il s'agissait en particulier de montrer, « dans notre civilisation comme dans d'autres », que « les façons de dresser les jeunes et de les engrener dans la vie de la société, initiation rituelle ou enseignement d'ordre scolaire, peuvent aboutir à des échecs ou se heurter à des refus », voire susciter des « réfractaires » s'écartant « des normes avec éclat : Sade, Lacenaire, Rimbaud, par exemple », l'ethnologie apportant ainsi son éclairage au mouvement contestataire. Dans des circonstances toutes différentes et une perspective essentiellement scientifique, anthropologique et muséographique, « *Initiés du bassin du Congo* » pose pourtant les questions mêmes qu'avaient formulées il y a 45 ans Leiris et ses amis, et qui s'organisaient autour de la notion de « crise », c'est-à-dire de passage dramatique d'un état à un autre, pour l'individu ou l'ensemble de la société.

Initiation(s)

Tuer l'enfant pour faire naître l'adulte, la plupart des initiations évoquées par cette exposition commençaient ainsi, non sans sévères brimades, privations ou même mutilations dont le très rigoureux et savant catalogue ne cache rien. Dans cette vaste région d'Afrique centrale, presque tous les garçons subissaient la circoncision, les filles n'étaient excisées que dans les zones voisines du Soudan et de la Centrafrique, des communautés infiniment plus nombreuses pratiquant l'élongation du clitoris et des petites lèvres. S'il fallait d'abord mourir jeune pour devenir vieux, avancer en âge supposait maints rituels supplémentaires en vue d'acquiescer des savoirs généralement secrets conférant soit des pouvoirs occultes soit une protection contre des menaces cachées venant de tous côtés. À commencer par les femmes, foncièrement sorcières, et dont on jugeait habile de désamorcer la malignité en les admettant aux grades les plus élevés des sociétés initiatiques. La stabilité sociale dépendait en partie de cet équilibre de magies opposées

se neutralisant mutuellement, et de l'organisation de crises rituelles aux issues contrôlées.

Réputé pour la qualité exceptionnelle des objets qu'il présente, le musée Dapper offre de nouveau le meilleur de ce qui existe dans ce domaine esthétique et muséographique, empruntant aux musées de Tervuren, Anvers et Rotterdam – les plus riches au monde pour l'Afrique centrale – parmi leurs pièces les plus anciennes et rares, complétées d'autres venues du musée Dapper lui-même et de grandes collections privées, pour former des ensembles dont ne dispose aucune institution similaire et qu'on ne reverra peut-être jamais plus. Quant aux sociétés traditionnelles à l'origine de ces rituels impressionnants, parfois monumentaux, mais aussi pour les nôtres où les rites semblent disparaître tandis que les crises individuelles et collectives persistent ou se multiplient, il faut rappeler ce que Leiris, ici à la fois africaniste et militant, écrivait en 1968 : « Toute crise profonde concerne toutes les classes d'âge, [...] toutefois elle affecte les adolescents d'une manière particulière. »

Gilles Bounoure

PS: Depuis plusieurs années, le musée Dapper associe des artistes contemporains à chacune de ses expositions. Ici, les œuvres du Béninois Romuald Hazoumè frappent par leur mélange d'humour et de sens profond des traditions. « *Initiés, bassin du Congo* », jusqu'au 6 juillet, musée Dapper, 35 bis rue Paul Valéry, Paris 16^e.

Essai

Qu'est-ce que l'écosophie

Félix Guattari

Lignes / Imec, 2014, 24 euros.

Stéphane Nadaud, pédo-psychiatre¹ et pendant un temps rédacteur en chef de la revue *Chimères* (revue des schizoanalyses fondée par Deleuze et Guattari en 1987), a publié fin 2013 un recueil de textes rares, voire inédits pour certains, du philosophe et psychanalyste Félix Guattari.

La rédaction des divers écrits, articles et entretiens que recèle l'ouvrage s'étale sur une période allant de 1985 à sa mort en 1992. Guattari y analyse la conjoncture politique, de la Guerre du Golfe et son traitement médiatique à l'effondrement de l'URSS, en passant par l'urgence grandissante de la question écologique, à l'aune du concept d'« écosophie » : « une discipline qui aurait à voir avec la politique, l'écologie, l'art, la science, et qui serait quand même une pratique spécifique, une sorte de sagesse non contemplative ». Le terme d'« écosophie » résulte quant à lui d'une articulation entre écologie environnementale, écologie sociale et écologie mentale (s'agissant de la production des modes de subjectivité). On retrouvera dans ce recueil subdivisé en chapitres thématiques, les concepts qui ont sous-tendu la pensée de l'auteur, que ce soit dans son parcours individuel ou tout au long de son cheminement avec Gilles Deleuze, comme la schizoanalyse, le rhizome, ou encore la chaomose. S'interrogeant également sur les modalités de l'engagement politique à l'époque du capitalisme mondial intégré, il revient sur son rapprochement avec Génération écologie et les Verts,

ainsi que sur la désillusion qui s'en est suivie, en portant un regard très critique, tant sur les discours tenus par certains dirigeants (tout particulièrement Brice Lalonde) que sur les pratiques politiciennes à l'œuvre dans ces organisations...

Sophie Coudray

1 – On le connaît notamment pour avoir soutenu la première thèse de médecine française portant sur l'homoparentalité.



Cinéma

Bethléem de Yuval Adler

Avec Shadi Marei, Tsahi Halevi et Hitham Omari. Sortie le mercredi 19 février

Un agent israélien manipule un adolescent palestinien pour tenter de localiser son frère, chef d'une unité des martyrs d'Al-Aqsa accusée d'avoir organisé un attentat suicide. Une amitié ambiguë se noue entre l'homme du Shin Bet et son indic. Sur ce thème classique, Yuva Adler a réalisé un thriller bien ficelé et sans temps mort. Le problème, c'est que, malgré l'alibi de la participation du scénariste palestinien Ali Waked, son film relève clairement de la propagande israélienne. Le contexte politique et social est totalement absent et les nationalistes palestiniens sont montrés comme des gangs rivalisant de cruauté et de cynisme. Le seul personnage

humain et sympathique est le policier israélien. Le sommet est atteint quand le représentant local de l'autorité palestinienne annonce en rigolant qu'il va utiliser l'aide européenne destinée aux femmes palestiniennes pour payer ses mercenaires. *Bethléem* apparaît ainsi comme l'antithèse de *Omar* du Palestinien Hany Abu-Assad (sorti en octobre 2013 et disponible en DVD), qui, sur le même thème, ne dissimulait pas sa sympathie pour les opprimés. *Bethléem*, qui a reçu plusieurs « ophirs », l'équivalent des Oscars en Israël, bénéficie d'une très large promotion à l'échelle nationale et internationale. Mais l'opération manque tout de même de subtilité... Gérard Delteil

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Musique

Apocalypse et Dream River, Bill Callahan, Drag City, 19 euros.

Enfin un coup de cœur ! Vous aimez les voix graves genre Leonard Cohen et la folie acoustique d'une guitare à la Neil Young ? Alors vous adorerez Bill Callahan. Ses morceaux chantent le souffle du vent, le vol des oiseaux, la rugosité de la pierre caressée par les flots incessants d'une rivière de montagne. Et son amour de la nature ne lui cache pas le rôle néfaste de son pays : « Afghanistan / Vietnam / Iran / Native American ! / America / I never served my country / America ! » Son timbre d'airain creuse alors des trésors de basse et de gravité tandis que les glissements de sa pedal steel guitar illumine de rock son épure folk. *Dream River*, sorti en septembre 2013, fait suite à *Apocalypse* (sorti en 2011) qui avait valu à Callahan de figurer parmi les meilleurs songwriters américains d'après le *New York Times*. Si *Apocalypse* était une méditation dans une époque apocalyptique, avec l'Amérique d'hier et d'aujourd'hui en toile de fond, *Dream River* efface la réalité du temps présent : les choses portées par le vent tracent les contours émotionnels de récit vécu ou suggérés. Tous les albums de Callahan sont enregistrés avec son groupe en studio mais dans les conditions du « live »... Frisson garanti. Sylvain Chardon





L'Anticapitaliste | Libre expression

Russie « Nous avons encore un décor fait d'institutions démocratiques, mais c'est un système géré par en haut, par l'administration du président »



Entretien. Ilya Boudraitskis a été un des fondateurs de Vperiod (« en avant »), section russe de la IV^e Internationale. Ce groupe s'est élargi pour fonder le Mouvement socialiste de Russie (RSD) dont il est l'un des porte-parole. Dans un contexte de forte répression par le pouvoir de Poutine, il revient ici sur la politique russe en Ukraine et l'opposition rencontrée par celle-ci en Russie même.

As-tu participé aux manifestations contre l'intervention russe en Ukraine, et quelle a été la réaction des autorités ?

Oui, j'ai participé à la manifestation spontanée à Moscou contre la guerre le dimanche 2 mars. Cette manifestation était illégale car pour avoir l'autorisation de manifester à Moscou, il faut envoyer une lettre trois jours ouvrables à l'avance, sans aucune garantie que ce sera approuvé... Du coup, la manifestation a été organisée via les réseaux sociaux juste après qu'on ait su samedi soir que Poutine était prêt à commencer l'intervention et que le Conseil de la Fédération (la Chambre haute du Parlement russe) ait déclaré son soutien. Plusieurs centaines de personnes sont donc venues devant le ministère de la Défense au centre de Moscou le dimanche après-midi. Au niveau politique, c'était un mélange de militants de base de l'opposition libérale (sans leader de premier plan, comme Boris Nemtsov, etc.) et de la gauche radicale (trotskistes et anarchistes). Après quelques minutes, la police a commencé à arrêter les personnes les plus actives, surtout ceux qui avaient des affiches. Une heure après, la plupart des manifestants se sont déplacés vers la place Manejnaïa (très centrale, près du Kremlin, où les manifestations sont ordinairement interdites). À un moment, il y avait environ un millier de personnes sur la place. La police, y compris les Omon (la police spéciale anti-émeute), a agi de façon brutale, mais pas autant que d'habitude pour des manifestations illégales à Moscou. Au bout de deux heures les manifestants étaient vidés de la place, et environ 300 personnes ont été arrêtées. La plupart d'entre eux ont été libérés à la fin de la journée, et à présent, selon nos lois, ils doivent payer environ 200-300 euros.

Je pense que le terme « démocratie dirigée » est toujours à peu près pertinent pour la Russie de Poutine.

Dans quelle mesure penses-tu que la démocratie a été démantelée en Russie ?

Je pense que le terme « démocratie dirigée » est toujours à peu près pertinent pour la Russie de Poutine. Cela signifie que nous avons encore un décor fait d'institutions démocratiques au premier plan : des élections, des partis, des médias libres (journaux et Internet, mais pas à la télévision bien sûr). Mais sans son noyau : la démocratie « dirigée » n'est pas un système qui peut se réguler « organiquement », comme en Occident. C'est un système géré par en haut, par l'administration du président. C'est pourquoi ce système n'est pas vraiment stable et ne s'auto-reproduit pas bien. Il est très vulnérable aux interventions massives, par en bas. C'est pour cela qu'il a eu si peur des manifestations à Moscou en 2011-2012, et, bien sûr, du mouvement de Maïdan à Kiev.

Quels sont d'après toi les objectifs de la Russie en Ukraine ?

Je pense que Poutine et son entourage ont vu dans les événements de Kiev un complot occidental anti-russe. En fait, je crois qu'il y a eu un certain nombre de complots différents, mais tous étaient seulement des éléments d'une situation très compliquée, dans laquelle ce sont les centaines de milliers de personnes en mouvement qui ont joué le rôle clé. Et les mesures de Poutine en Ukraine au cours des

derniers jours étaient une sorte de réponse symétrique à ce complot. Son attitude, c'est en quelque sorte « si vous appelez "manifestations pacifiques" les occupations de bâtiments publics et les milices armées et que vous les utilisez pour vos intérêts géostratégiques, alors je vais vous montrer mes "manifestants pacifiques", qui mettent des drapeaux russes sur les bâtiments publics d'Ukraine de l'Est et les "forces de Crimée de légitime défense" qui prennent le contrôle d'objectifs militaires stratégiques »...

Les gens ne sont pas prêts à un soutien actif et à long terme (...) Ils commencent tout juste à comprendre l'ampleur des difficultés économiques auxquels ils seront confrontés si la guerre éclate.

Quel est le niveau d'approbation par la population russe des actions de Poutine en Ukraine, et en conséquence quelle est l'ampleur de l'opposition potentielle ?

Bien sûr, ces derniers jours, le soutien passif aux actions de Poutine en Ukraine a été massif. La plus grande partie de la population reçoit ses informations de la télévision, et la propagande de guerre y a déjà commencé. Vous ne pouvez même pas imaginer quel genre de programme d'actualités nous avons en ce moment sur les chaînes de télévision russes... L'idée principale

qui y est défendue, c'est qu'il y a un coup d'État fasciste anti-russe en Ukraine, et les gagnants, des « banderistes »¹ armés, sont prêts à lancer la terreur de masse contre nos frères russophones. Bien sûr, le vieil argument selon lequel Sébastopol est « notre ville » et nous avons besoin d'une sorte de revanche après le traité honteux de 1991, est également populaire. Mais les gens ne sont pas prêts à un soutien actif et à long terme. Par exemple, le 2 mars au soir, je suis allé jeter un œil à la manifestation officielle de « soutien à la Crimée ». La plupart des gens étaient des travailleurs ou des employés du secteur public, obligés par leurs patrons à participer à la manifestation. Et puis bien sûr, les gens commencent tout juste à comprendre l'ampleur des difficultés économiques auxquels ils seront confrontés si la guerre éclate.

Quelle position aimeriez-vous que les militants anti-guerre occidentaux prennent à propos des actions de Poutine ?

Je crois que les militants anti-guerre dans tous les pays devraient critiquer leur propre gouvernement en premier. Et rappelez-vous que l'attitude agressive « symétrique » de Poutine en Ukraine n'est qu'une continuation de la logique des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays occidentaux, de l'Irak à la Syrie. Il a juste eu de bons professeurs...

En ce qui concerne l'Ukraine, je pense que son indépendance réelle ne peut être atteinte que lorsque ce pays cesse d'être l'objet de la répartition des intérêts de ses puissants voisins, de l'Est comme de l'Ouest. **Propos recueillis par Georges Villetin Traduction par Sylvestre Jaffard**

¹ Stepan Bandera (1909-1959), dirigeant nationaliste ukrainien, allié intermittent de l'Allemagne nazie pendant la deuxième guerre mondiale.

Vu ailleurs

orientXXI **ASSASSINATS EN PALESTINE.** Le 27 février dernier, Moataz Washaha, militant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), était assassiné dans sa maison de Birzeit. Fin 2013, en dépit de la trêve signée le 21 novembre avec le Hamas, Israël a multiplié les raids contre Gaza, visant des militants. [...] Le discours officiel israélien justifie ces pratiques en invoquant des raisons de sécurité : il faut liquider les terroristes avant qu'ils n'agissent. [...] En réalité, dès qu'on examine les circonstances précises d'une opération, on constate que les choses sont beaucoup plus complexes. [...] À partir du déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000, cette pratique s'accroît considérablement, puisque près de trois cent cadres palestiniens sont ainsi exécutés en quelques années. Elle s'inscrit pleinement dans la politique du nouveau Premier ministre [Netanyahou], qu'il a résumée – en une formule demeurée célèbre – dans Haaretz en avril 2011 : « Notre guerre d'indépendance [de 1948] n'est pas encore terminée ». Son ministre de l'intérieur Uzi Landau s'inscrit dans cette logique : « Les accords d'Oslo ne sont pas la solution au problème. Ils sont le problème. Les Palestiniens ont lancé cette Intifada parce qu'après Oslo, ils se sont sentis les plus forts. Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire les infrastructures de la terreur. Je ne parle pas seulement du Hamas et du Jihad islamique mais des talibans locaux qui les protègent, (...) la garde rapprochée d'Arafat et toute l'Autorité à travers ses ministères et ses activités. Il faut mettre toutes ces organisations hors d'état de nuire. (...) Tuer ses soldats, détruire ses bâtiments, l'étrangler financièrement. (...) Le terrorisme est comme une tumeur qui prolifère si on ne le détruit pas, comme le sida ou le cancer ». On le voit bien, la question n'est donc pas vraiment – ou pas seulement – de savoir si ces assassinats ciblés ont été « efficaces » pour prévenir des attentats, mais bien de comprendre qu'ils furent un outil décisif pour éliminer tous ceux qui auraient pu être les négociateurs potentiels de la construction d'un État palestinien et plus largement tous ceux qui auraient pu compter dans le débat politique. [...]

« Palestine, des assassinats ciblés contre la paix, Une stratégie israélienne immorale et dangereuse », Jean-Paul Chagnollaud, *Orient XXI*, 10 mars 2014.

S'abonner à L'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique. Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Mensuel	Hebdo	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
28 €	56 €	20 €	40 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
22 €	44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
50 €	100 €	38 €	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org